



## Conditions de logement des ménages autochtones vivant hors réserve



**Amran Wali**  
Analyste principal, Économie

*« Même si les conditions de logement des ménages autochtones hors réserve se sont améliorées plus rapidement que celles des ménages non autochtones de 2011 à 2016, la proportion de ménages ayant des besoins impérieux en matière de logement était encore beaucoup plus élevée chez les ménages autochtones que dans le reste de la population. Les questions relatives à l'abordabilité demeurent les principaux facteurs à l'origine des besoins impérieux en matière de logement, autant pour les ménages autochtones que pour les ménages non autochtones, mais les logements encombrés ou nécessitant des réparations majeures étaient plus fréquents chez les ménages autochtones. »*

### Introduction

Le Recensement de 2016 établit à 14,1 millions le nombre de ménages au Canada. La SCHL a recensé 13,3 millions de ménages pour les fins de son évaluation des besoins impérieux en matière de logement (BIL) (voir le glossaire), dont 648 765 ménages autochtones.

Ce rapport présente une évaluation des conditions de logement des ménages autochtones vivant hors réserve (nommés ci-après « ménages autochtones »), fondée sur des données personnalisées tirées du Recensement de 2016, les normes d'acceptabilité du logement de la SCHL et les besoins impérieux en matière de logement.

De façon générale, les conditions de logement se sont améliorées plus rapidement chez les ménages autochtones que chez les ménages non autochtones de 2011 à 2016. Cependant, la fréquence des BIL demeure plus élevée chez les premiers que chez les seconds : 18 % des ménages autochtones éprouvaient des besoins impérieux en matière de logement, contre seulement 12 % des ménages non autochtones en 2016.

Un ménage éprouve des besoins impérieux en matière de logement si :

1. son logement est inacceptable, c'est-à-dire non conforme à au moins une des trois normes d'acceptabilité (qualité, taille et abordabilité);
2. un logement acceptable (conforme aux trois normes) dans sa collectivité lui coûterait au moins 30 % de son revenu avant impôt.

Un logement est acceptable s'il est de qualité et de taille convenables et s'il est abordable.

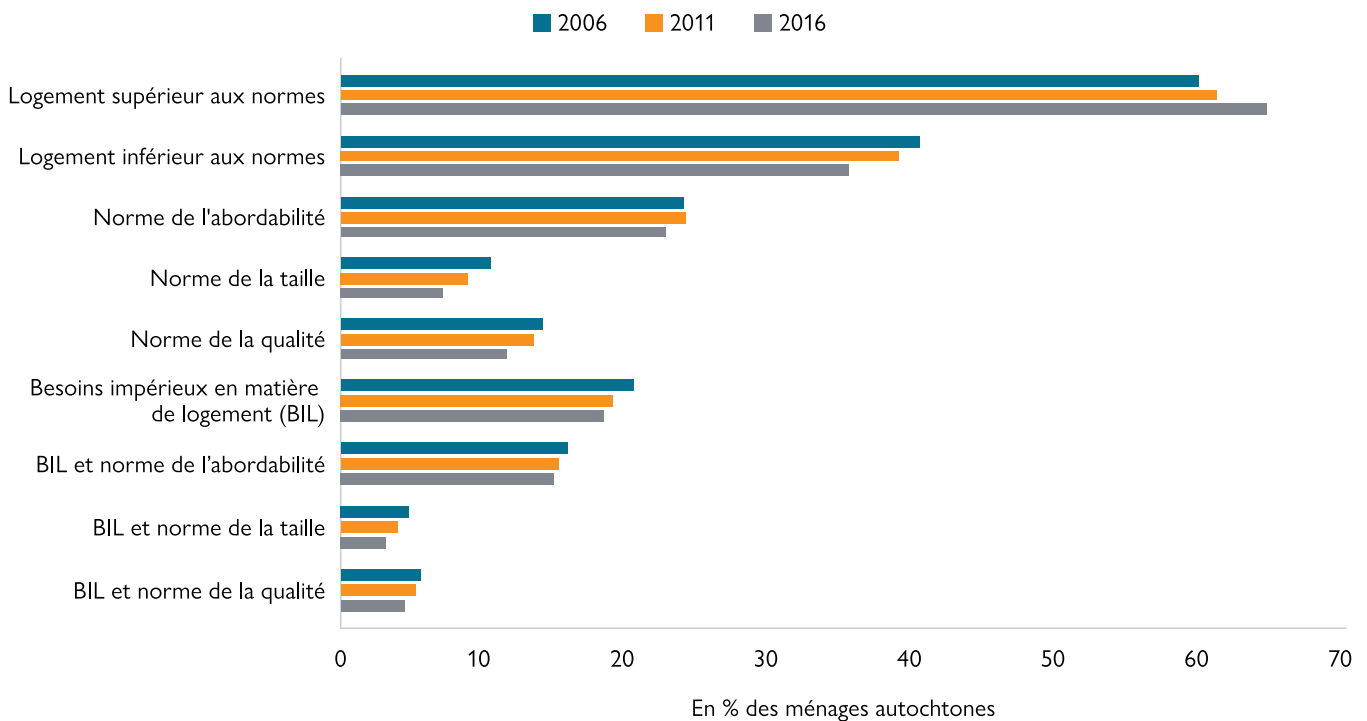


## Faits saillants

### Les conditions de logement se sont améliorées plus rapidement chez les ménages autochtones que chez les ménages non autochtones

La proportion de ménages autochtones vivant dans un logement acceptable a évolué à la hausse de 2006 à 2016, période où elle a augmenté de cinq points de pourcentage. Parallèlement, la proportion de ménages autochtones ayant des BIL a connu une baisse constante (figure 1).

**Figure 1 : Ménages autochtones selon la ou les normes non respectées et la présence de besoins impérieux en matière de logement, 2006, 2011 et 2016**



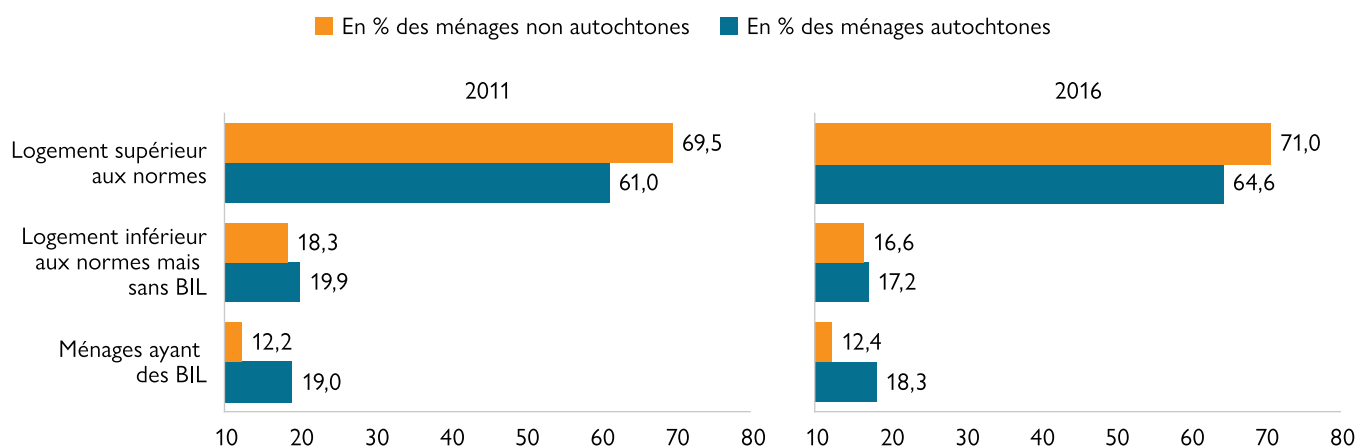
Sources : SCHL et Statistique Canada (tableau C2 sur les BIL)



Bien que le pourcentage de ménages autochtones ayant des BIL ait diminué de 2006 à 2016, le nombre de ménages autochtones ayant de tels besoins s'est accru de 36 690 en raison de la forte croissance démographique. Par contre, ce chiffre a été éclipsé par la hausse beaucoup plus forte des ménages occupant un logement supérieur aux normes, dont le nombre a augmenté de 179 185.

Même si les conditions de logement se sont améliorées plus rapidement chez les ménages autochtones que chez les ménages non autochtones, la fréquence des BIL demeure nettement plus élevée chez les premiers que chez les seconds (figure 2).

**Figure 2 : Ménages selon le statut autochtone, le respect des normes de logement et la présence de besoins impérieux en matière de logement (BIL)**



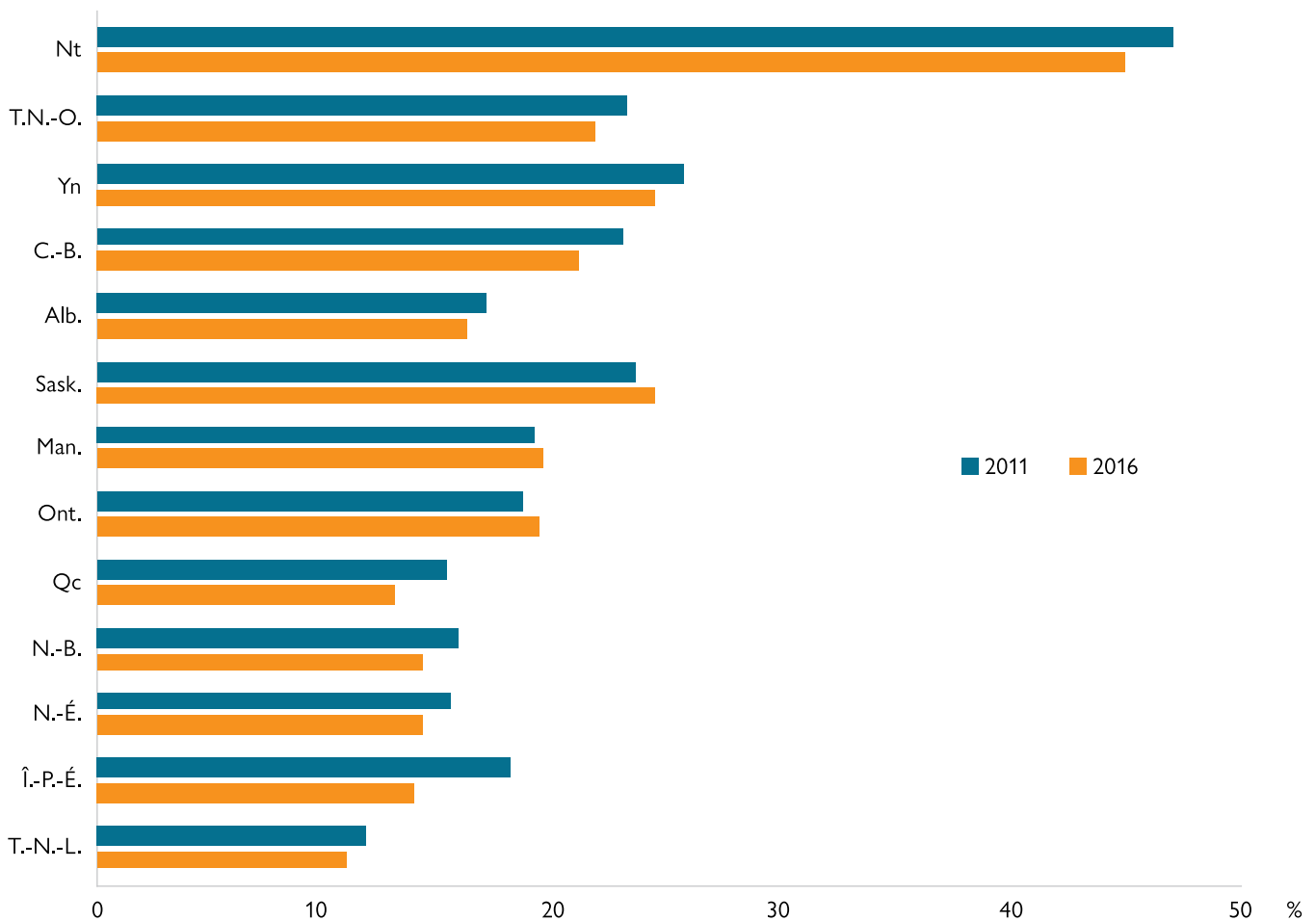
Sources : SCHL et Statistique Canada (tableau C2 sur les BIL)



## Le pourcentage de ménages autochtones ayant des BIL variait beaucoup à l'échelle des provinces, des territoires et des régions métropolitaines

La proportion de ménages autochtones éprouvant des BIL n'a pas diminué de façon uniforme dans les provinces et les territoires. En fait, elle a même augmenté en Saskatchewan, en Ontario et au Manitoba (figure 3). De plus, les ménages autochtones en milieu urbain et en milieu rural ont affiché des proportions semblables, sauf au Yukon et dans les Territoires du Nord-Ouest, où les pourcentages de ménages autochtones ayant des BIL ont été plus élevés en milieu rural qu'en milieu urbain. Enfin, les chiffres variaient considérablement entre les régions métropolitaines de recensement (RMR), où la proportion de ménages autochtones éprouvant des BIL allait de 5 %, à Saguenay, à 32 %, à Regina.

**Figure 3 : Part des ménages autochtones ayant des besoins impérieux en matière de logement selon la province, 2011 et 2016**



Sources : SCHL et Statistique Canada (tableau C2 sur les BIL)

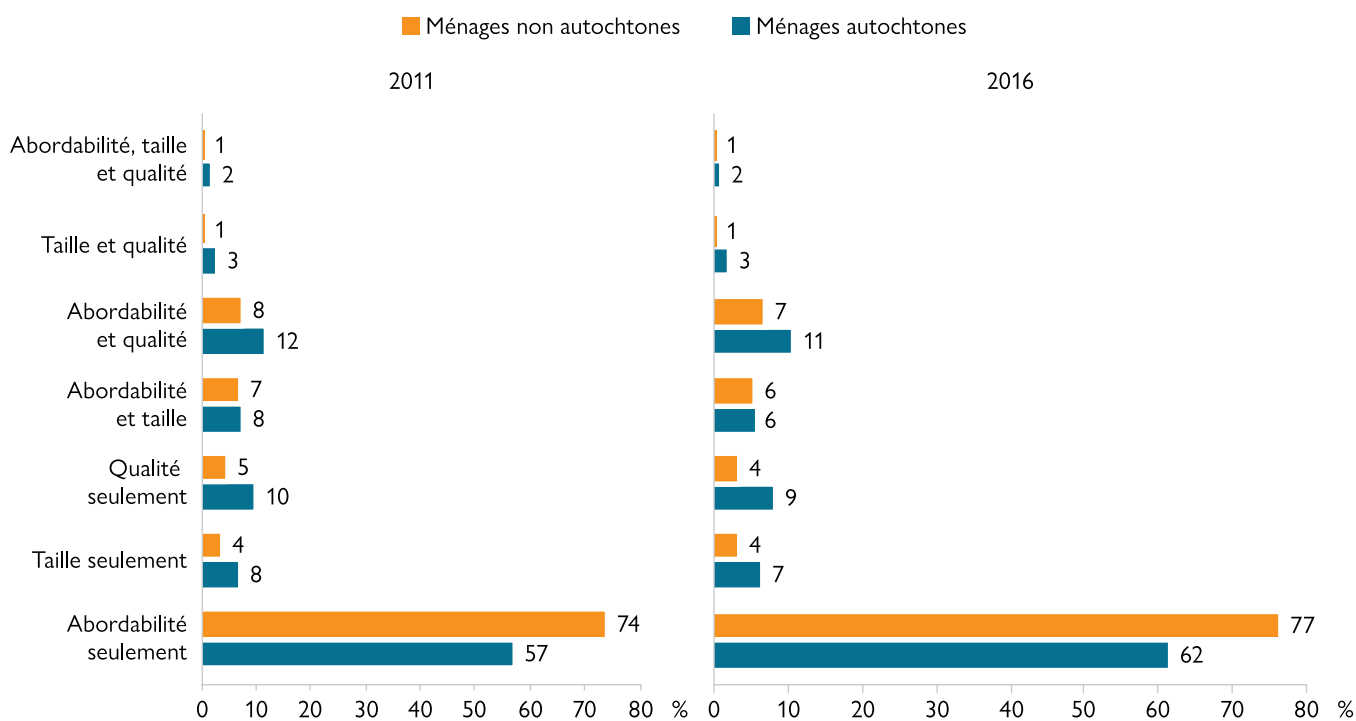


La proportion de ménages ayant des BIL surtout parce que leur logement est inférieur aux normes de la taille et de la qualité est restée plus grande chez les Autochtones que chez les non-Autochtones (figure 4). Toutefois, dans les deux cas, la qualité et la taille des logements sont devenues des facteurs légèrement moins importants (figure 4).

L'abordabilité, seule ou combinée à d'autres normes, était le plus souvent à l'origine des BIL chez les ménages autochtones (figure 4). C'était toutefois aussi le cas chez les ménages non autochtones. En fait, les ménages non autochtones ayant des BIL étaient beaucoup plus susceptibles de vivre dans un logement non conforme à la norme de l'abordabilité (figure 4).

Même si l'abordabilité s'est améliorée pour les ménages autochtones en général, elle s'est détériorée pour ceux qui ont des BIL. En effet, 81 % des ménages autochtones ayant des BIL en 2016 vivaient dans un logement qui ne respectait pas la norme de l'abordabilité, soit un peu plus qu'en 2011 (79 %).

**Figure 4 : Part des ménages ayant des besoins impérieux en matière de logement selon le statut autochtone et la ou les normes non respectées**

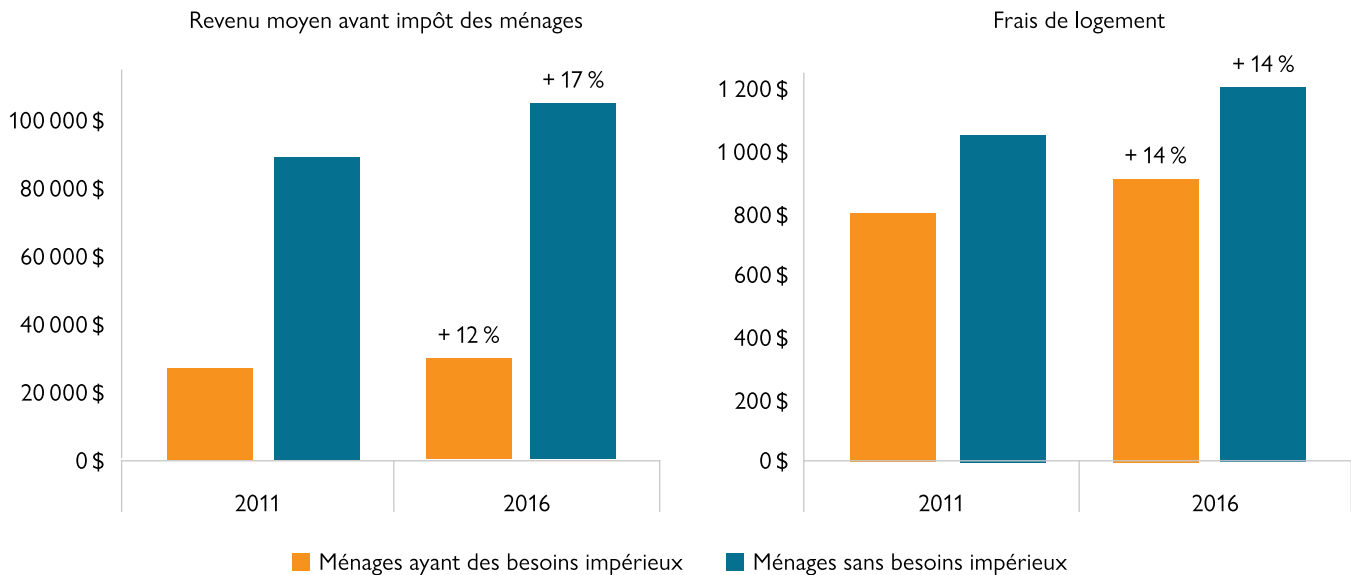


Sources : SCHL et Statistique Canada (tableau C1 sur les BIL)



L'abordabilité du logement dépend des frais de logement et du revenu, mais c'est surtout le faible revenu moyen des ménages qui est responsable des problèmes croissants d'abordabilité des ménages autochtones ayant des BIL. Par exemple, en 2016, le niveau et la croissance des frais de logement moyens des ménages autochtones ayant des BIL étaient semblables à ceux des ménages autochtones n'ayant pas de tels besoins. Par contre, pendant la même période, le niveau et la croissance du revenu moyen avant impôt des ménages autochtones ayant des BIL ont été considérablement plus faibles que ceux des ménages autochtones n'ayant pas de BIL (figure 5).

**Figure 5 : Revenu moyen et frais de logement moyens des ménages autochtones selon la présence de besoins impérieux en matière de logement, 2011 et 2016**



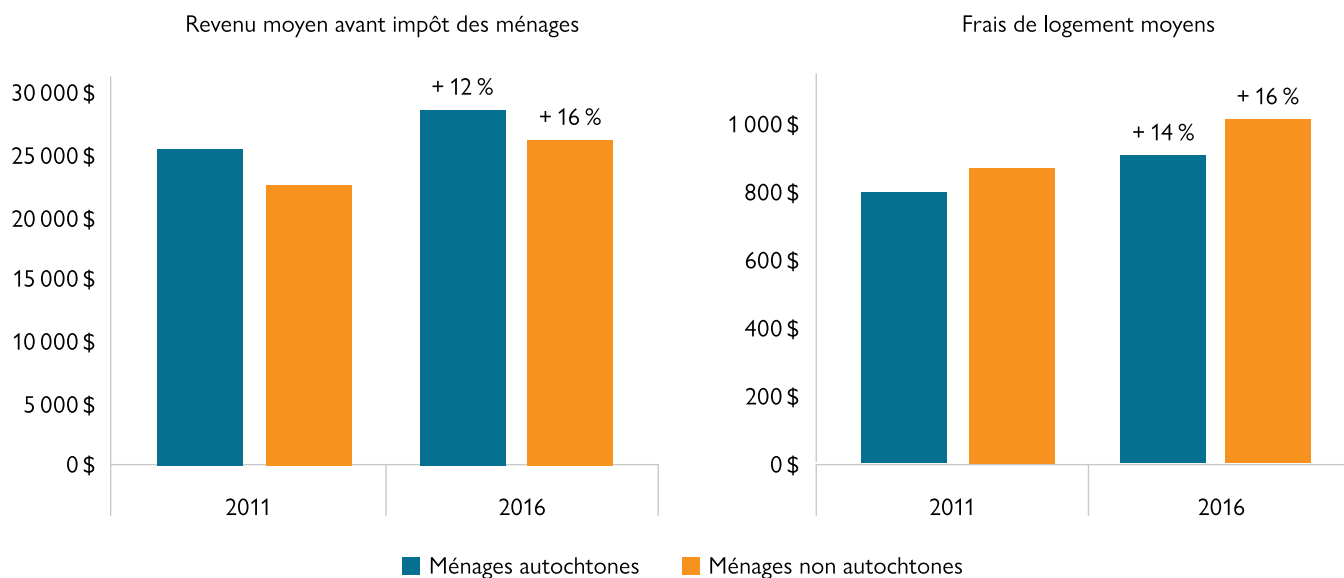
Sources : SCHL et Statistique Canada (tableau C2 sur les BIL)

La croissance des frais de logement moyens des ménages autochtones ayant des BIL a été semblable à celle des ménages non autochtones ayant pareils besoins, mais la croissance du revenu avant impôt a été plus faible pour les ménages autochtones ayant des BIL (figure 6). Néanmoins, l'écart entre la croissance des frais de logement moyens et celle du revenu des ménages autochtones ayant des BIL n'a pas eu d'effet notable sur l'abordabilité, car le rapport frais de logement-revenu (RFLR) moyen chez ces ménages est resté relativement stable entre 2011 et 2016 (figure 7).

L'intensité médiane des besoins de logement s'est établie à 2 882 \$ pour les ménages autochtones et à 2 368 \$ pour les ménages non autochtones. La différence entre les deux est principalement attribuable à la proportion plus élevée de ménages autochtones vivant en Alberta et en Colombie-Britannique, où les frais de logement étaient plus élevés que la moyenne nationale. La différence dans l'intensité médiane des besoins de logement entre les ménages autochtones et les ménages non autochtones était plus marquée chez les locataires. Parmi les locataires subventionnés, l'intensité médiane des besoins était 64 % plus élevée chez les ménages autochtones que chez les ménages non autochtones (figure 8).

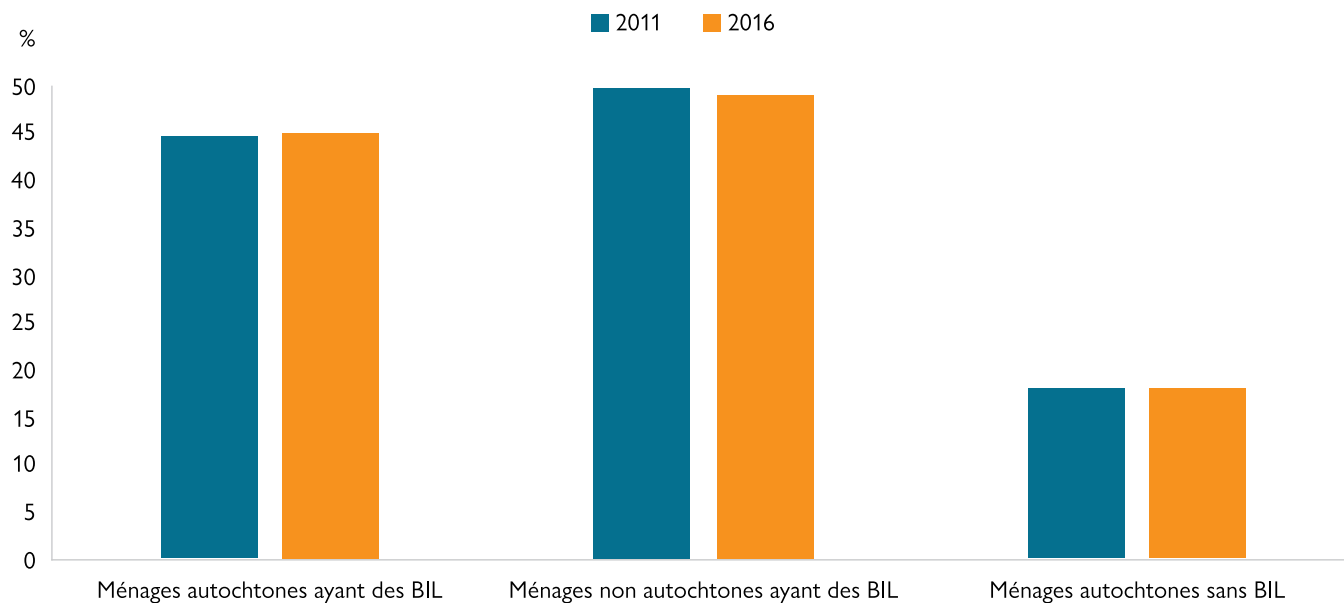


**Figure 6 : Revenu moyen et frais de logement moyens des ménages ayant des besoins impérieux en matière de logement selon le statut autochtone, 2011 et 2016**



Sources : SCHL et Statistique Canada (tableau C2 sur les BIL)

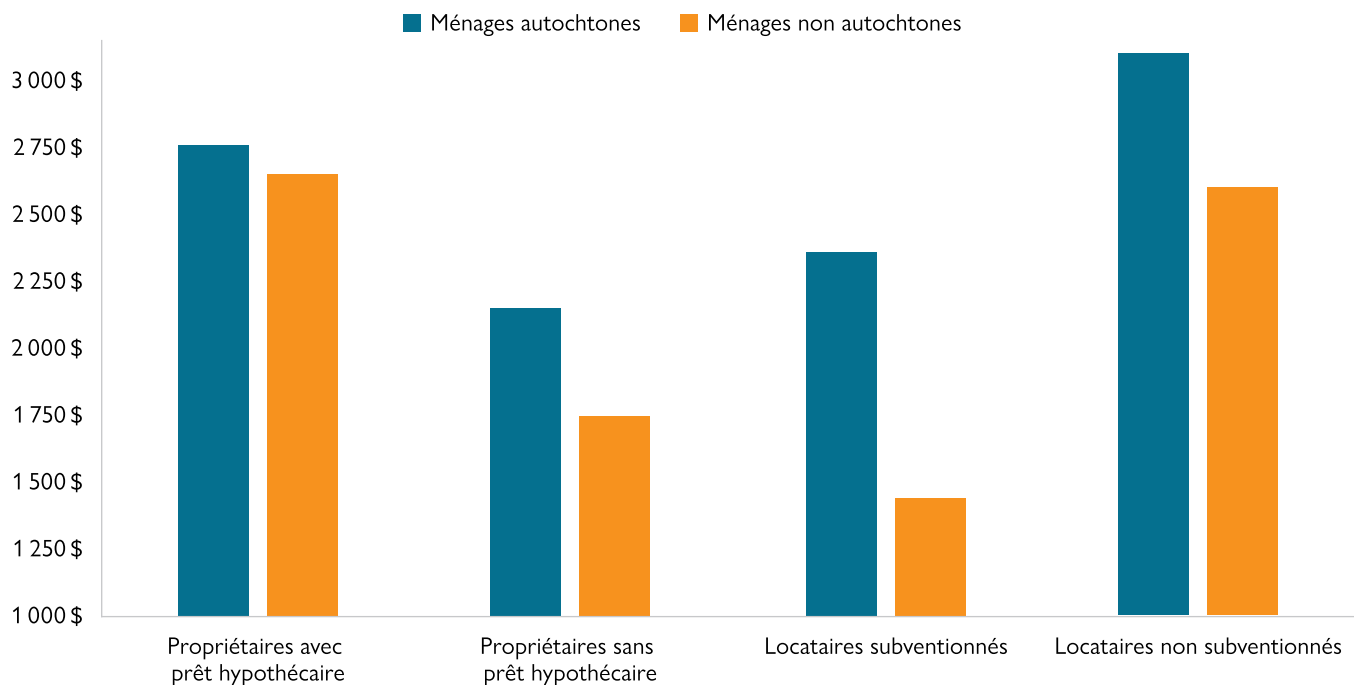
**Figure 7 : Rapport frais de logement-revenu (RFLR) moyen selon le statut autochtone et la présence de besoins impérieux en matière de logement, 2011 et 2016**



Sources : SCHL et Statistique Canada (tableau C2 sur les BIL)



Figure 8 : Intensité médiane des besoins de logement selon le statut autochtone, 2016



Sources : SCHL et Statistique Canada (tableau C13 sur les BIL)

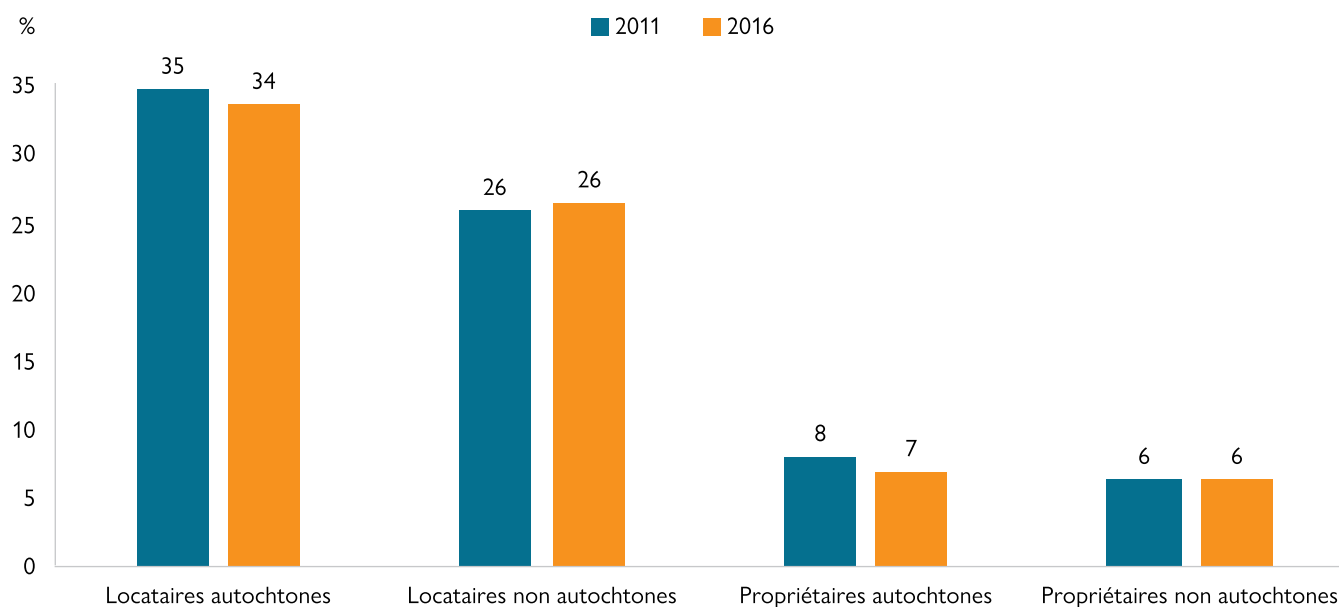
### Les ménages autochtones avaient une proportion plus élevée de locataires, et ces ménages autochtones locataires étaient plus susceptibles d'éprouver des BIL, bien que cette tendance soit à la baisse

Les ménages autochtones étaient beaucoup plus susceptibles d'être locataires que les ménages non autochtones. De plus, près du quart des ménages locataires autochtones vivaient dans des logements subventionnés, comparativement à 13 % des ménages locataires non autochtones. Par conséquent, le taux de propriétaires-occupants chez les ménages autochtones n'était que de 58 %, soit un taux beaucoup plus bas que celui des ménages non autochtones (69 %). Le pourcentage de propriétaires-occupants ayant un prêt hypothécaire était aussi plus élevé chez les Autochtones.

Semblablement aux ménages non autochtones, les ménages locataires autochtones sont demeurés plus susceptibles d'éprouver des BIL que les propriétaires-occupants. De plus, bien que la proportion de ménages locataires autochtones ayant des BIL ait baissé, les locataires autochtones avaient toujours un taux beaucoup plus élevé de BIL que les locataires non autochtones (figure 9). Quant aux propriétaires-occupants autochtones, ils présentaient une faible proportion de ménages éprouvant des BIL, assez semblable à celle des propriétaires-occupants non autochtones, qui est restée à peu près inchangée de 2011 à 2016 (figure 9). Parmi les Autochtones, les propriétaires-occupants ayant un prêt hypothécaire étaient plus susceptibles d'éprouver des BIL que ceux n'ayant pas de prêt hypothécaire—soit l'inverse de ce qui est observé chez les ménages canadiens dans leur ensemble.



Figure 9 : Part des ménages ayant des besoins impérieux en matière de logement selon le statut autochtone et le mode d'occupation, 2011 et 2016



Sources : SCHL et Statistique Canada (tableau C2 sur les BIL)

## Chez les Autochtones, les familles monoparentales et les ménages dirigés par un jeune ont continué de connaître les pires conditions de logement

La fréquence des BIL est restée plus élevée chez les ménages autochtones, tous types confondus, que chez les ménages non autochtones. Bien que la proportion de ménages monoparentaux autochtones ayant des BIL ait baissé, ces ménages sont toujours ceux chez qui les BIL sont les plus fréquents. De plus, la proportion de ménages monoparentaux est restée beaucoup plus élevée chez les ménages autochtones que chez les non autochtones.

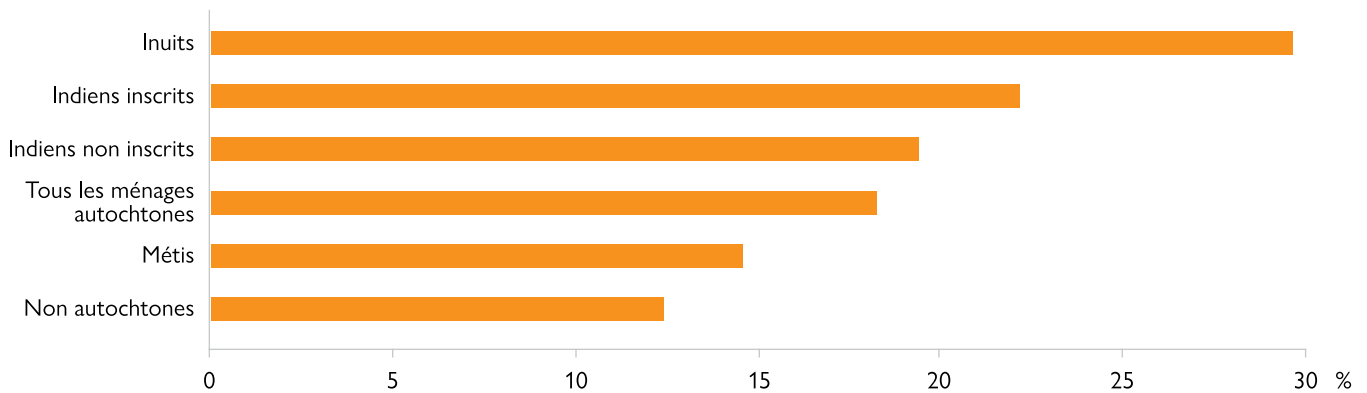
Parmi l'ensemble des ménages autochtones des différents groupes d'âge, la fréquence la plus élevée de BIL a été enregistrée chez les jeunes ménages. En fait, un quart des ménages autochtones dont au moins un des soutiens est âgé de 15 à 29 ans éprouvaient des BIL. De plus, le nombre de jeunes ménages non autochtones a baissé de 2011 à 2016, tandis que celui des jeunes ménages autochtones a augmenté de 22 %.



## Les ménages inuits ont connu les pires conditions de logement parmi les différentes identités autochtones

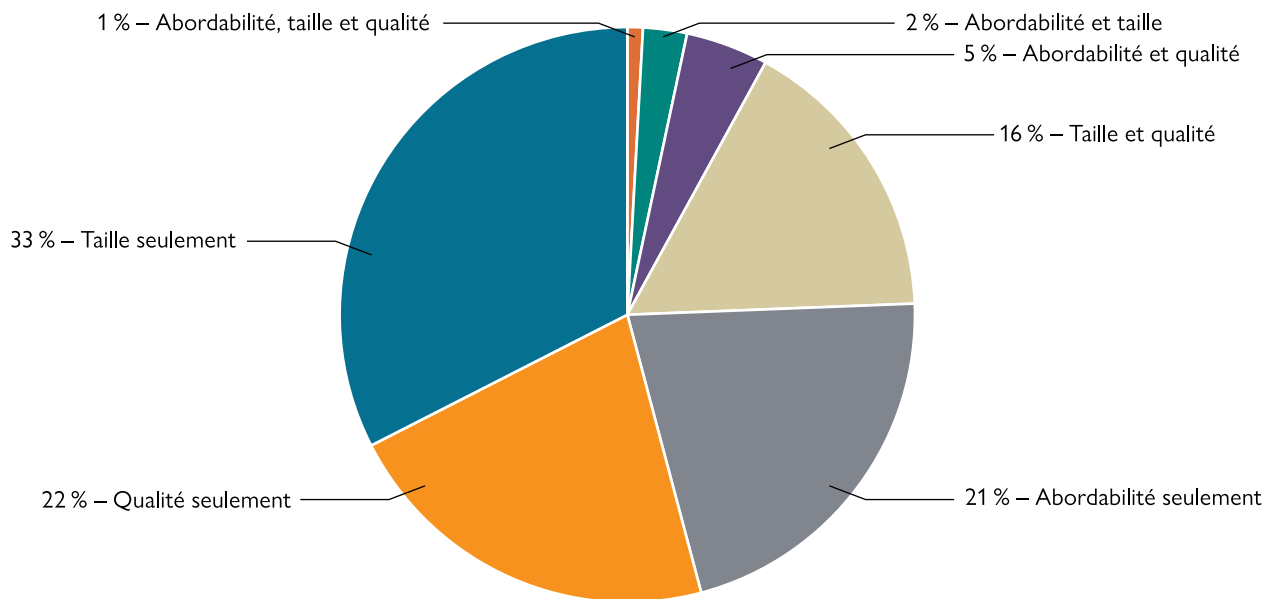
La plus forte proportion de ménages aux prises avec des BIL se retrouvait parmi les ménages inuits, et la plus faible, parmi les ménages métis (figure 10). Contrairement aux ménages d'autres identités autochtones, les ménages inuits ayant des BIL vivaient surtout dans des logements non conformes aux normes de la qualité et de la taille; ils étaient moins susceptibles de vivre dans un logement inabordable (figure 11). La non-conformité à la norme de l'abordabilité était moins courante chez les ménages inuits en raison du niveau plus élevé de subventions au logement accordées dans l'Inuit Nunangat.

**Figure 10 : Part des ménages ayant des besoins impérieux en matière de logement selon l'identité autochtone, 2016**



Sources : SCHL et Statistique Canada (tableau C1 sur les BIL)

**Figure 11 : Ménages inuits ayant des besoins impérieux en matière de logement selon la norme non respectée, 2016**



Sources : SCHL et Statistique Canada (tableau C1 sur les BIL)

## Résumé

Dans l'ensemble, les conditions de logement se sont améliorées plus rapidement chez les ménages autochtones vivant hors réserve que chez les ménages non autochtones de 2011 à 2016. Néanmoins, les BIL sont demeurés beaucoup plus fréquents chez les ménages autochtones. Même si, chez tous les ménages, les problèmes d'abordabilité continuent d'être le facteur principal des BIL, le surpeuplement et la nécessité de réparations majeures étaient des problèmes plus courants chez les ménages autochtones que chez les non autochtones. Les ménages autochtones demeurent plus susceptibles d'être locataires que les ménages non autochtones, et la fréquence des BIL était beaucoup plus élevée chez les ménages locataires autochtones que chez les propriétaires-occupants autochtones et les locataires non autochtones. En conséquence, le taux de propriétaires-occupants était plus faible chez les ménages autochtones, et le pourcentage de propriétaires-occupants autochtones ayant un prêt hypothécaire était aussi plus élevé que chez les ménages non autochtones. Enfin, après avoir analysé la situation des ménages autochtones selon le genre de ménage, l'âge et l'identité, nous avons constaté que les ménages monoparentaux, les jeunes ménages et les ménages inuits présentaient toujours les fréquences les plus élevées de BIL, mais que leurs conditions de logement se sont améliorées.

## Principaux termes

### Ménages autochtones

Un **ménage** comprend une personne ou un groupe de personnes occupant un même logement et n'ayant pas de domicile habituel ailleurs au Canada.

Sont considérés comme **autochtones** les ménages familiaux dont au moins un des membres du couple, marié ou vivant en union libre, ou encore un parent seul s'est identifié comme Autochtone, ou les ménages (familiaux ou non familiaux) dont au moins 50 % des membres se sont identifiés comme Autochtones. C'est dans le questionnaire qu'une personne peut se déclarer Autochtone. Si un membre du ménage autochtone s'est déclaré Indien (inscrit ou non inscrit), Métis ou Inuit, le ménage est alors dénombré dans ce groupe d'appartenance. Certains ménages sont dénombrés dans plus d'un groupe d'appartenance. Par exemple, un ménage dont un des conjoints est Métis et l'autre, Inuit sera dénombré à la fois en tant que ménage métis et en tant que ménage inuit. Ainsi, la somme du nombre des ménages de chaque groupe sera supérieure au nombre total des ménages autochtones.

Un ménage d'**Indiens inscrits** est un ménage autochtone dont au moins un membre s'est déclaré Indien des traités ou Indien inscrit.

Un ménage d'**Indiens non inscrits** est un ménage autochtone dont au moins un membre s'est déclaré Indien non inscrit. Un Indien non inscrit est : i) soit une personne qui s'est déclarée Indien de l'Amérique du Nord (question 18), mais ne s'est pas déclarée Indien des traités ou Indien inscrit (question 21); ii) soit une personne qui s'est déclarée membre d'une bande indienne ou d'une Première Nation (question 20), mais ne s'est pas déclarée Indien des traités ou Indien inscrit (question 21) et n'a déclaré son appartenance à aucun des trois groupes d'identité autochtone (Indien de l'Amérique du Nord, Métis ou Inuit – question 18). La définition d'Indien non inscrit exclut les membres occupant un logement de bande qui ne se sont pas déclarés Indiens de l'Amérique du Nord, mais qui se sont déclarés Métis ou Inuits.

Un ménage **métis** est tout ménage autochtone dont au moins un membre s'est déclaré Métis (question 18).

Un ménage **inuit** est tout ménage autochtone dont au moins un membre s'est déclaré Inuit (question 18).

### Logement acceptable et besoins impérieux en matière de logement

Un **logement** est **acceptable** s'il est de qualité et de taille convenables et s'il est abordable.

Un logement est de **qualité convenable** si, de l'avis de ses occupants, il ne nécessite pas de réparations majeures. Par « réparations majeures », on entend notamment les travaux visant à réparer la plomberie ou le câblage électrique, ou les travaux structurels visant à réparer les murs, les planchers ou les plafonds.

Un logement est **de taille convenable** s'il compte suffisamment de chambres étant donné la taille et la composition du ménage, au sens des définitions figurant dans la Norme nationale d'occupation (NNO). Selon cette norme, « suffisamment de chambres » signifie une chambre pour chaque couple d'adultes qui cohabitent, chaque parent seul, chaque personne seule de 18 ans ou plus faisant partie du ménage; chaque paire d'enfants de même sexe âgés de moins de 18 ans et chaque fille ou garçon additionnel dans la famille, sauf s'il y a deux enfants de sexe opposé âgés de moins de cinq ans, qui peuvent alors partager la même chambre. Un ménage composé d'une personne seule peut occuper un studio (c'est-à-dire un logement sans chambre distincte).

(suite)

Un logement est **abordable** si le ménage qui l'occupe y consacre moins de 30 % de son revenu avant impôt. Pour les locataires, les frais de logement englobent le loyer et les paiements effectués pour l'électricité, le combustible, l'eau et les autres services municipaux, selon le cas. Pour les propriétaires, ils englobent les versements hypothécaires (capital et intérêts), l'impôt foncier et les charges de copropriété, ainsi que les paiements effectués pour l'électricité, le combustible, l'eau et les autres services municipaux, selon le cas.

On dit d'un ménage qu'il éprouve des **besoins impérieux en matière de logement** (BIL) si son habitation est non conforme à au moins une des normes d'acceptabilité (qualité, taille ou abordabilité) et si le coût des logements acceptables (conformes aux trois normes) sur le marché local correspond à 30 % ou plus de son revenu avant impôt.

Pour évaluer si un ménage éprouve des besoins impérieux en matière de logement, il faut procéder en deux étapes :

1. Déterminer si le ménage occupe un logement acceptable.
2. Si le ménage occupe un logement inacceptable, déterminer si son revenu avant impôt est suffisant pour payer un logement acceptable dans sa localité.

Dans les collectivités où il est possible d'estimer les loyers du marché, le coût d'un logement acceptable pour un ménage donné est calculé au moyen du loyer médian des logements locatifs ayant suffisamment de chambres pour ce ménage. Ailleurs, il est déterminé selon une estimation des frais mensuels de possession d'un logement neuf ayant le nombre de chambres requis.

### Les ménages habitant un logement non conforme aux normes n'éprouvent pas tous des besoins impérieux en matière de logement

Si un ménage occupe un logement inacceptable mais qu'il est en mesure de se procurer, sur le marché local, un logement conforme aux normes en y consacrant moins de 30 % de son revenu avant impôt, ce ménage n'a pas de besoins impérieux en matière de logement. Il éprouvera de tels besoins seulement si les logements acceptables dans sa localité coûtent au moins 30 % de son revenu avant impôt.

### Ménages visés par l'évaluation des besoins impérieux en matière de logement

Sont pris en considération dans l'évaluation des besoins impérieux en matière de logement uniquement les ménages privés non agricoles, non membres d'une bande et vivant hors réserve qui ont un revenu positif et dont le **rapport frais de logement-revenu (RFLR)** est inférieur à 100 %. Les ménages agricoles sont exclus, car il est impossible de distinguer les frais liés aux résidences agricoles des frais liés aux autres bâtiments de la ferme. Les ménages membres d'une bande ne sont pas non plus pris en compte, parce qu'aucune donnée n'est recueillie pour les ménages dont les frais de logement sont payés en vertu de modalités visant le logement de bande. Pour mesurer l'abordabilité du logement, la SCHL juge qu'il est impossible d'interpréter le RFLR des ménages dont le revenu est nul ou négatif, des ménages qui ont un RFLR de 100 % ou plus et des ménages dans les réserves qui n'habitent pas un logement de bande.

Le **RFLR** est calculé pour chaque ménage en divisant les frais de logement par le revenu total du ménage. Les frais de logement englobent, selon le cas, le loyer, les versements hypothécaires (capital et intérêts), l'impôt foncier et les charges de copropriété, ainsi que les paiements effectués pour l'électricité, le combustible, l'eau et les autres services municipaux. Le RFLR moyen correspond à la moyenne des RFLR de chaque ménage; il ne peut être calculé en divisant les frais de logement moyens du groupe par le revenu moyen du groupe.

(suite)

## Région métropolitaine de recensement (RMR) et agglomération de recensement (AR)

Une région métropolitaine de recensement (RMR) ou une agglomération de recensement (AR) est formée d'une ou de plusieurs municipalités adjacentes situées autour d'un centre de population (aussi appelé le noyau). Pour être une RMR, un centre doit avoir une population totale d'au moins 100 000 habitants et un noyau où vivent 50 000 personnes ou plus. Une AR possède un noyau urbain d'au moins 10 000 habitants. Pour être incluses dans une RMR ou une AR, les municipalités adjacentes doivent avoir un degré d'intégration élevé avec le noyau, lequel est déterminé par le volume de navetteurs établi d'après les données du recensement précédent sur le lieu de travail.

## Principal soutien du ménage

La personne ou une des personnes responsables des principaux paiements du ménage, comme le loyer ou les remboursements hypothécaires. Dans les ménages ayant plus d'un soutien, le principal soutien est la première personne désignée comme étant un soutien

## Revenu des ménages

Le revenu du ménage correspond à la somme des revenus avant impôt de tous les membres du ménage. Selon le *Dictionnaire de l'Enquête nationale auprès des ménages 2011* de Statistique Canada, le revenu total s'entend des rentrées d'argent de certaines sources, avant impôts sur le revenu et autres retenues, durant l'année civile précédente. Cela comprend les revenus d'emploi tirés des traitements, salaires, pourboires et commissions ainsi que le revenu net provenant d'un travail autonome (activités d'une ferme non constituée en société et activités non agricoles); les revenus provenant de sources gouvernementales, comme l'assistance sociale, la prestation fiscale pour enfants, l'assurance emploi, la pension de la sécurité de la vieillesse, les prestations du Régime de pensions du Canada et du Régime de rentes du Québec et les rentes d'invalidité; les revenus provenant d'un régime de pension d'employeur et de fonds de retraite privé, par exemple, les régimes privés de retraite, les rentes et les paiements FERR; les revenus de placements, comme les dividendes et l'intérêt sur les obligations, les comptes, les CPG et les fonds communs de placement; et les autres revenus en espèces réguliers, comme les paiements de soutien d'un enfant, les pensions alimentaires et les bourses d'études. Les rentrées d'argent incluses sont généralement régulières et récurrentes. Sont exclues les rentrées d'argent ponctuelles, comme les gains de loterie, les gains de jeux, les héritages en argent, les règlements monétaires forfaitaires d'assurance, les gains en capital et les retraits d'un REER. Les gains en capital sont exclus parce que, de par leur nature, ils ne sont pas réguliers ni récurrents. On suppose aussi qu'ils sont moins susceptibles d'être dépensés entièrement au cours de la période pendant laquelle ils sont versés, contrairement aux revenus réguliers et récurrents.

## Intensité des besoins de logement

Ne s'appliquant qu'aux ménages ayant des besoins impérieux en matière de logement, l'intensité des besoins de logement désigne la différence entre le montant qu'un ménage devrait payer pour disposer d'un logement acceptable et le montant qu'il a les moyens de payer conformément à la norme de l'abordabilité, selon laquelle les frais de logement doivent être inférieurs à 30 % du revenu avant impôt du ménage.



## Quelques tableaux

**Tableau 1 : Ménages privés selon le statut autochtone, la présence de besoins impérieux en matière de logement (BIL) et quelques caractéristiques, 2011 et 2016**

	Tous les ménages privés			Ménages autochtones			Ménages non autochtones		
	Tous les ménages	Ménages ayant des BIL	Ménages sans BIL	Tous les ménages	Ménages ayant des BIL	Ménages sans BIL	Tous les ménages	Ménages ayant des BIL	Ménages sans BIL
<b>2011</b>									
Ménages privés	12 462 435	1 552 145	10 910 295	503 160	95 780	407 380	11 959 275	1 456 365	10 502 910
	100 %	12 %	88 %	100 %	19 %	81 %	100 %	12 %	88 %
Revenu moyen avant impôt du ménage	82 945 \$	22 833 \$	91 496 \$	74 083 \$	25 580 \$	85 487 \$	83 317 \$	22 653 \$	91 729 \$
Frais de logement moyens	1 042 \$	873 \$	1 066 \$	1 011 \$	803 \$	1 060 \$	1 043 \$	878 \$	1 066 \$
RFLR moyen avant impôt	22 %	49 %	18 %	23 %	45 %	18 %	22 %	50 %	18 %
<b>2016</b>									
Ménages privés	13 333 965	1 693 775	11 640 190	648 765	118 500	530 270	12 685 200	1 575 275	11 109 925
	100 %	13 %	87 %	100 %	18 %	82 %	100 %	12 %	88 %
Revenu moyen avant impôt du ménage	96 057 \$	26 516 \$	106 176 \$	87 248 \$	28 729 \$	100 325 \$	96 507 \$	26 350 \$	106 455 \$
Frais de logement moyens	1 197 \$	1 012 \$	1 225 \$	1 154 \$	917 \$	1 207 \$	1 200 \$	1 019 \$	1 225 \$
RFLR moyen avant impôt	22 %	49 %	18 %	23 %	45 %	18 %	22 %	49 %	18 %

Sources : SCHL et Statistique Canada (tableau C2 sur les besoins impérieux en matière de logement [BIL])

**Tableau 2 : Ménages privés selon le statut autochtone, la présence de besoins impérieux en matière de logement (BIL) et le mode d'occupation, 2011 et 2016**

	Tous les ménages privés			Ménages autochtones			Ménages non autochtones		
	Tous les ménages	Ménages ayant des BIL	Ménages sans BIL	Tous les ménages	Ménages ayant des BIL	Ménages sans BIL	Tous les ménages	Ménages ayant des BIL	Ménages sans BIL
<b>2011</b>									
Total des ménages privés	12 462 435	1 552 145	10 910 295	503 160	95 780	407 380	11 959 275	1 456 365	10 502 910
	100 %	12 %	88 %	100 %	19 %	81 %	100 %	12 %	88 %
Propriétaires	8 712 335	562 765	8 149 570	294 110	23 265	270 840	8 418 225	539 495	7 878 730
	100 %	6 %	94 %	100 %	8 %	92 %	100 %	6 %	94 %
Avec prêt hypothécaire	5 058 790	336 080	4 722 705	199 290	14 490	184 800	4 859 500	321 590	4 537 910
	100 %	7 %	93 %	100 %	7 %	93 %	100 %	7 %	93 %
Sans prêt hypothécaire	3 653 545	226 685	3 426 860	94 820	8 780	86 040	3 558 730	217 910	3 340 825
	100 %	6 %	94 %	100 %	9 %	91 %	100 %	6 %	94 %
Locataires	3 750 105	989 380	2 760 720	209 055	72 515	136 540	3 541 050	916 865	2 624 180
	100 %	26 %	74 %	100 %	35 %	65 %	100 %	26 %	74 %
Logement subventionné	528 755	195 220	333 530	52 330	23 915	28 420	476 425	171 305	305 120
	100 %	37 %	63 %	100 %	46 %	54 %	100 %	36 %	64 %
Logement non subventionné	3 221 350	794 160	2 427 190	156 720	48 600	108 120	3 064 625	745 555	2 319 065
	100 %	25 %	75 %	100 %	31 %	69 %	100 %	24 %	76 %
<b>2016</b>									
Total des ménages privés	13 333 965	1 693 775	11 640 190	648 765	118 500	530 270	12 685 200	1 575 275	11 109 925
	100 %	13 %	87 %	100 %	18 %	82 %	100 %	12 %	88 %
Propriétaires	9 158 210	573 860	8 584 350	372 740	25 845	346 900	8 785 470	548 020	8 237 450
	100 %	6 %	94 %	100 %	7 %	93 %	100 %	6 %	94 %
Avec prêt hypothécaire	5 519 425	363 755	5 155 670	261 390	16 630	244 760	5 258 040	347 130	4 910 910
	100 %	7 %	93 %	100 %	6 %	94 %	100 %	7 %	93 %
Sans prêt hypothécaire	3 638 785	210 110	3 428 680	111 355	9 215	102 140	3 527 435	200 890	3 326 540
	100 %	6 %	94 %	100 %	8 %	92 %	100 %	6 %	94 %
Locataires	4 175 755	1 119 915	3 055 845	276 025	92 660	183 365	3 899 730	1 027 255	2 872 480
	100 %	27 %	73 %	100 %	34 %	66 %	100 %	26 %	74 %
Logement subventionné	554 730	237 305	317 425	63 725	29 120	34 605	491 005	208 185	282 825
	100 %	43 %	57 %	100 %	46 %	54 %	100 %	42 %	58 %
Logement non subventionné	3 621 025	882 610	2 738 415	212 300	63 540	148 760	3 408 725	819 075	2 589 655
	100 %	24 %	76 %	100 %	30 %	70 %	100 %	24 %	76 %

Sources : SCHL et Statistique Canada (tableau C2 sur les besoins impérieux en matière de logement [BIL])



**Tableau 3 : Ménages privés selon le statut autochtone, la présence de besoins impérieux en matière de logement (BIL) et le genre de ménage, 2011 et 2016**

	Tous les ménages privés			Ménages autochtones			Ménages non autochtones		
	Tous les ménages	Ménages ayant des BIL	Ménages sans BIL	Tous les ménages	Ménages ayant des BIL	Ménages sans BIL	Tous les ménages	Ménages ayant des BIL	Ménages sans BIL
<b>2011</b>									
Tous les ménages privés	12 462 435	1 552 145	10 910 295	503 160	95 780	407 380	11 959 275	1 456 365	10 502 910
	100 %	12 %	88 %	100 %	19 %	81 %	100 %	12 %	88 %
Ménages familiaux	8 640 585	773 590	7 867 000	387 260	63 105	324 160	8 253 325	710 480	7 542 845
	100 %	9 %	91 %	100 %	16 %	84 %	100 %	9 %	91 %
Couples	7 144 640	428 170	6 716 470	290 415	27 315	263 100	6 854 225	400 850	6 453 365
	100 %	6 %	94 %	100 %	9 %	91 %	100 %	6 %	94 %
Familles monoparentales	1 251 510	327 920	923 590	82 515	33 330	49 185	1 168 995	294 590	874 410
	100 %	26 %	74 %	100 %	40 %	60 %	100 %	25 %	75 %
Ménages multifamiliaux	244 440	17 500	226 935	14 330	2 460	11 870	230 105	15 040	215 065
	100 %	7 %	93 %	100 %	17 %	83 %	100 %	7 %	93 %
Ménages non familiaux	3 821 850	778 555	3 043 290	115 900	32 675	83 220	3 705 950	745 880	2 960 070
	100 %	20 %	80 %	100 %	28 %	72 %	100 %	20 %	80 %
<b>2016</b>									
Tous les ménages privés	13 333 965	1 693 775	11 640 190	648 765	118 500	530 270	12 685 200	1 575 275	11 109 925
	100 %	13 %	87 %	100 %	18 %	82 %	100 %	12 %	88 %
Ménages familiaux	9 141 640	800 545	8 341 095	495 485	74 000	421 485	8 646 150	726 545	7 919 605
	100 %	9 %	91 %	100 %	15 %	85 %	100 %	8 %	92 %
Couples	7 504 420	440 255	7 064 160	371 030	31 135	339 895	7 133 385	409 120	6 724 265
	100 %	6 %	94 %	100 %	8 %	92 %	100 %	6 %	94 %
Familles monoparentales	1 353 020	339 810	1 013 210	105 210	39 850	65 355	1 247 815	299 960	947 855
	100 %	25 %	75 %	100 %	38 %	62 %	100 %	24 %	76 %
Ménages multifamiliaux	284 195	20 475	263 720	19 250	3 010	16 240	264 955	17 470	247 485
	100 %	7 %	93 %	100 %	16 %	84 %	100 %	7 %	93 %
Ménages non familiaux	4 192 330	893 235	3 299 100	153 280	44 500	108 775	4 039 050	848 730	3 190 320
	100 %	21 %	79 %	100 %	29 %	71 %	100 %	21 %	79 %

Sources : SCHL et Statistique Canada (tableau C2 sur les besoins impérieux en matière de logement [BIL])

**Tableau 4 : Ménages privés selon le statut autochtone, la présence de besoins impérieux en matière de logement (BIL) et l'âge du principal soutien du ménage, 2011 et 2016**

	Tous les ménages privés			Ménages autochtones			Ménages non autochtones		
	Tous les ménages	Ménages ayant des BIL	Ménages sans BIL	Tous les ménages	Ménages ayant des BIL	Ménages sans BIL	Tous les ménages	Ménages ayant des BIL	Ménages sans BIL
<b>2011</b>									
Non âgé	9 574 220	1 157 850	8 416 370	442 350	85 255	357 100	9 131 870	1 072 595	8 059 270
	100 %	12 %	88 %	100 %	19 %	81 %	100 %	12 %	88 %
15 à 29 ans	1 171 795	176 985	994 805	75 805	19 800	56 010	1 095 990	157 190	938 800
	100 %	15 %	85 %	100 %	26 %	74 %	100 %	14 %	86 %
30 à 44 ans	3 214 470	401 000	2 813 460	161 350	30 920	130 425	3 053 120	370 085	2 683 035
	100 %	12 %	88 %	100 %	19 %	81 %	100 %	12 %	88 %
45 à 64 ans	5 187 960	579 860	4 608 100	205 205	34 530	170 665	4 982 760	545 325	4 437 435
	100 %	11 %	89 %	100 %	17 %	83 %	100 %	11 %	89 %
65 ans et plus	2 888 215	394 295	2 493 920	60 810	10 525	50 280	2 827 410	383 765	2 443 640
	100 %	14 %	86 %	100 %	17 %	83 %	100 %	14 %	86 %
<b>2016</b>									
Non âgé	9 934 720	1 216 755	8 717 960	554 545	102 545	451 995	9 380 175	1 114 215	8 265 965
	100 %	12 %	88 %	100 %	19 %	81 %	100 %	12 %	88 %
15 à 29 ans	1 172 925	173 625	999 300	92 445	23 025	69 425	1 080 480	150 600	929 880
	100 %	15 %	85 %	100 %	26 %	74 %	100 %	14 %	86 %
30 à 44 ans	3 359 710	414 690	2 945 020	197 165	36 350	160 810	3 162 545	378 335	2 784 210
	100 %	12 %	88 %	100 %	19 %	81 %	100 %	12 %	88 %
45 à 64 ans	5 402 080	628 445	4 773 640	264 930	43 165	221 760	5 137 155	585 275	4 551 880
	100 %	11 %	89 %	100 %	17 %	83 %	100 %	11 %	89 %
65 ans et plus	3 399 250	477 020	2 922 225	94 230	15 960	78 270	3 305 025	461 065	2 843 960
	100 %	14 %	86 %	100 %	17 %	83 %	100 %	14 %	86 %

Sources : SCHL et Statistique Canada (tableau C2 sur les besoins impérieux en matière de logement [BIL])

**Tableau 5 : Ménages privés selon le statut autochtone, la présence de besoins impérieux en matière de logement (BIL) et les critères de besoins, 2011 et 2016**

	Tous les ménages privés			Ménages autochtones			Ménages non autochtones		
	Tous les ménages	Ménages ayant des BIL	Ménages sans BIL	Tous les ménages	Ménages ayant des BIL	Ménages sans BIL	Tous les ménages	Ménages ayant des BIL	Ménages sans BIL
<b>2011</b>									
Tous les ménages	12 462 435	1 552 145	10 910 295	503 160	95 780	407 380	11 959 275	1 456 365	10 502 910
	100 %	12 %	88 %	100 %	19 %	81 %	100 %	12 %	88 %
Logement inférieur aux normes	3 842 935	1 552 145	2 290 790	196 010	95 780	100 230	3 646 925	1 456 360	2 190 560
	100 %	40 %	60 %	100 %	49 %	51 %	100 %	40 %	60 %
Logement inférieur à la norme de l'abordabilité	2 699 175	1 392 190	1 306 985	121 060	76 040	45 020	2 578 110	1 316 150	1 261 965
	100 %	52 %	48 %	100 %	63 %	37 %	100 %	51 %	49 %
Consacre au moins 50 % de son revenu aux frais de logement	880 785	655 385	225 400	42 130	34 640	7 490	838 650	620 745	217 910
	100 %	74 %	26 %	100 %	82 %	18 %	100 %	74 %	26 %
Logement inférieur à la norme de la taille	727 140	206 940	520 200	44 750	19 630	25 120	682 385	187 310	495 075
	100 %	28 %	72 %	100 %	44 %	56 %	100 %	27 %	73 %
Logement inférieur à la norme de la qualité	875 730	233 920	641 810	67 275	26 170	41 105	808 455	207 750	600 705
	100 %	27 %	73 %	100 %	39 %	61 %	100 %	26 %	74 %
Logement supérieur aux trois normes	8 619 500	0	8 619 500	307 150	0	307 155	8 312 355	0	8 312 350
	100 %	0 %	100 %	100 %	0 %	100 %	100 %	0 %	100 %
<b>2016</b>									
Tous les ménages	13 333 965	1 693 775	11 640 190	648 765	118 500	530 270	12 685 200	1 575 275	11 109 925
	100 %	13 %	87 %	100 %	18 %	82 %	100 %	12 %	88 %
Logement inférieur aux normes	3 909 235	1 693 780	2 215 460	229 935	118 500	111 435	3 679 300	1 575 280	2 104 020
	100 %	43 %	57 %	100 %	52 %	48 %	100 %	43 %	57 %
Logement inférieur à la norme de l'abordabilité	2 861 635	1 534 770	1 326 865	146 905	96 270	50 635	2 714 730	1 438 500	1 276 230
	100 %	54 %	46 %	100 %	66 %	34 %	100 %	53 %	47 %
Consacre au moins 50 % de son revenu aux frais de logement	921 915	699 470	222 435	48 830	41 255	7 575	873 085	658 225	214 860
	100 %	76 %	24 %	100 %	84 %	16 %	100 %	75 %	25 %
Logement inférieur à la norme de la taille	640 810	200 930	439 880	46 060	21 065	24 990	594 750	179 865	414 885
	100 %	31 %	69 %	100 %	46 %	54 %	100 %	30 %	70 %
Logement inférieur à la norme de la qualité	833 285	228 450	604 835	75 405	28 650	46 755	757 880	199 800	558 085
	100 %	27 %	73 %	100 %	38 %	62 %	100 %	26 %	74 %
Logement supérieur aux trois normes	9 424 735	0	9 424 735	418 830	0	418 830	9 005 905	0	9 005 905
	100 %	0 %	100 %	100 %	0 %	100 %	100 %	0 %	100 %

Sources : SCHL et Statistique Canada (tableau C2 sur les besoins impérieux en matière de logement [BIL])

**Tableau 6 : Ménages privés selon le statut autochtone, la présence de besoins impérieux en matière de logement (BIL) et la province, 2011 et 2016**

	Tous les ménages privés			Ménages autochtones			Ménages non autochtones		
	Tous les ménages	Ménages ayant des BIL	Ménages sans BIL	Tous les ménages	Ménages ayant des BIL	Ménages sans BIL	Tous les ménages	Ménages ayant des BIL	Ménages sans BIL
<b>2011</b>									
Canada	12 462 435	1 552 145	10 910 295	503 160	95 780	407 380	11 959 275	1 456 365	10 502 910
	100 %	12 %	88 %	100 %	19 %	81 %	100 %	12 %	88 %
Terre-Neuve-et-Labrador	201 875	22 945	178 925	15 585	1 890	13 695	186 290	21 060	165 235
	100 %	11 %	89 %	100 %	12 %	88 %	100 %	11 %	89 %
Île-du-Prince-Édouard	53 620	4 945	48 675	965	175	795	52 650	4 770	47 880
	100 %	9 %	91 %	100 %	18 %	82 %	100 %	9 %	91 %
Nouvelle-Écosse	369 760	46 285	323 475	13 675	2 105	11 575	356 085	44 180	311 900
	100 %	13 %	87 %	100 %	15 %	85 %	100 %	12 %	88 %
Nouveau-Brunswick	298 955	29 565	269 385	8 020	1 205	6 810	290 935	28 360	262 575
	100 %	10 %	90 %	100 %	15 %	85 %	100 %	10 %	90 %
Québec	3 224 260	348 485	2 875 775	55 790	8 180	47 615	3 168 470	340 305	2 828 165
	100 %	11 %	89 %	100 %	15 %	85 %	100 %	11 %	89 %
Ontario	4 600 055	616 935	3 983 120	132 195	23 650	108 545	4 467 855	593 280	3 874 575
	100 %	13 %	87 %	100 %	18 %	82 %	100 %	13 %	87 %
Manitoba	423 200	43 410	379 795	57 055	10 625	46 430	366 145	32 785	333 360
	100 %	10 %	90 %	100 %	19 %	81 %	100 %	9 %	91 %
Saskatchewan	359 375	47 350	312 020	39 565	9 290	30 275	319 805	38 065	281 745
	100 %	13 %	87 %	100 %	23 %	77 %	100 %	12 %	88 %
Alberta	1 285 165	137 485	1 147 675	77 460	13 505	63 960	1 207 705	123 980	1 083 720
	100 %	11 %	89 %	100 %	17 %	83 %	100 %	10 %	90 %
Colombie-Britannique	1 610 540	247 280	1 363 260	86 200	19 625	66 580	1 524 340	227 660	1 296 685
	100 %	15 %	85 %	100 %	23 %	77 %	100 %	15 %	85 %
Yukon	12 950	1 885	11 060	2 805	725	2 080	10 140	1 165	8 975
	100 %	15 %	85 %	100 %	26 %	74 %	100 %	11 %	89 %
Territoires du Nord-Ouest	14 150	2 215	11 930	7 110	1 670	5 440	7 040	550	6 490
	100 %	16 %	84 %	100 %	23 %	77 %	100 %	8 %	92 %
Nunavut	8 545	3 355	5 190	6 730	3 150	3 580	1 810	200	1 610
	100 %	39 %	61 %	100 %	47 %	53 %	100 %	11 %	89 %

(suite)

	Tous les ménages privés			Ménages autochtones			Ménages non autochtones		
	Tous les ménages	Ménages ayant des BIL	Ménages sans BIL	Tous les ménages	Ménages ayant des BIL	Ménages sans BIL	Tous les ménages	Ménages ayant des BIL	Ménages sans BIL
<b>2016</b>									
Canada	13 333 965	1 693 775	11 640 190	648 765	118 500	530 270	12 685 200	1 575 275	11 109 925
	100 %	13 %	87 %	100 %	18 %	82 %	100 %	12 %	88 %
Terre-Neuve-et-Labrador	213 940	22 495	191 450	21 710	2 300	19 410	192 230	20 195	172 035
	100 %	11 %	89 %	100 %	11 %	89 %	100 %	11 %	89 %
Île-du-Prince-Édouard	56 980	4 875	52 110	1 200	165	1 035	55 780	4 710	51 080
	100 %	9 %	91 %	100 %	14 %	86 %	100 %	8 %	92 %
Nouvelle-Écosse	384 835	49 450	335 385	23 220	3 245	19 975	361 615	46 205	315 410
	100 %	13 %	87 %	100 %	14 %	86 %	100 %	13 %	87 %
Nouveau-Brunswick	308 575	27 715	280 860	12 325	1 605	10 720	296 250	26 105	270 145
	100 %	9 %	91 %	100 %	13 %	87 %	100 %	9 %	91 %
Québec	3 411 080	305 590	3 105 495	80 950	10 035	70 920	3 330 130	295 550	3 034 580
	100 %	9 %	91 %	100 %	12 %	88 %	100 %	9 %	91 %
Ontario	4 902 395	748 310	4 154 080	169 730	32 260	137 460	4 732 670	716 045	4 016 625
	100 %	15 %	85 %	100 %	19 %	81 %	100 %	15 %	85 %
Manitoba	449 930	51 125	398 805	69 080	13 250	55 830	380 850	37 875	342 970
	100 %	11 %	89 %	100 %	19 %	81 %	100 %	10 %	90 %
Saskatchewan	387 195	51 755	335 440	48 345	11 705	36 640	338 855	40 050	298 800
	100 %	13 %	87 %	100 %	24 %	76 %	100 %	12 %	88 %
Alberta	1 439 575	164 275	1 275 305	96 275	16 130	80 145	1 343 305	148 145	1 195 155
	100 %	11 %	89 %	100 %	17 %	83 %	100 %	11 %	89 %
Colombie-Britannique	1 740 915	260 225	1 480 690	107 355	21 905	85 450	1 633 560	238 320	1 395 240
	100 %	15 %	85 %	100 %	20 %	80 %	100 %	15 %	85 %
Yukon	14 205	2 160	12 050	3 500	845	2 650	10 710	1 315	9 395
	100 %	15 %	85 %	100 %	24 %	76 %	100 %	12 %	88 %
Territoires du Nord-Ouest	14 620	2 255	12 360	7 425	1 655	5 770	7 195	605	6 595
	100 %	15 %	85 %	100 %	22 %	78 %	100 %	8 %	92 %
Nunavut	9 705	3 545	6 160	7 650	3 390	4 265	2 055	155	1 900
	100 %	37 %	63 %	100 %	44 %	56 %	100 %	8 %	92 %

Sources : SCHL et Statistique Canada (tableau C2 sur les besoins impérieux en matière de logement [BIL])

**Tableau 7 : Ménages privés selon le statut autochtone, la présence de besoins impérieux en matière de logement (BIL) et la RMR, 2011 et 2016**

	Tous les ménages privés			Ménages autochtones			Ménages non autochtones		
	Tous les ménages	Ménages ayant des BIL	Ménages sans BIL	Tous les ménages	Ménages ayant des BIL	Ménages sans BIL	Tous les ménages	Ménages ayant des BIL	Ménages sans BIL
<b>2011</b>									
St. John's	75 975 100 %	9 055 12 %	66 915 88 %	2 325 100 %	290 12 %	2 030 87 %	73 650 100 %	8 770 12 %	64 880 88 %
Halifax	156 600 100 %	20 415 13 %	136 185 87 %	5 305 100 %	745 14 %	4 560 86 %	151 290 100 %	19 670 13 %	131 620 87 %
Moncton	55 845 100 %	5 295 9 %	50 555 91 %	1 325 100 %	240 18 %	1 085 82 %	54 525 100 %	5 055 9 %	49 470 91 %
Saint John	50 350 100 %	5 435 11 %	44 915 89 %	1 345 100 %	135 10 %	1 205 90 %	49 010 100 %	5 295 11 %	43 710 89 %
Saguenay	66 925 100 %	3 975 6 %	62 950 94 %	2 390 100 %	185 8 %	2 205 92 %	64 540 100 %	3 790 6 %	60 745 94 %
Québec	334 090 100 %	28 895 9 %	305 200 91 %	4 050 100 %	480 12 %	3 570 88 %	330 045 100 %	28 415 9 %	301 625 91 %
Sherbrooke	87 520 100 %	8 590 10 %	78 935 90 %	1 075 100 %	225 21 %	855 80 %	86 445 100 %	8 365 10 %	78 080 90 %
Trois-Rivières	67 490 100 %	5 545 8 %	61 940 92 %	975 100 %	95 10 %	880 90 %	66 515 100 %	5 450 8 %	61 060 92 %
Montréal	1 526 830 100 %	203 700 13 %	1 323 125 87 %	15 825 100 %	2 300 15 %	13 530 85 %	1 511 000 100 %	201 400 13 %	1 309 595 87 %
Ottawa-Gatineau	477 110 100 %	50 905 11 %	426 205 89 %	17 010 100 %	2 280 13 %	14 730 87 %	460 100 100 %	48 620 11 %	411 475 89 %
Kingston	62 465 100 %	62 466 100 %	62 467 100 %	62 468 100 %	62 469 100 %	62 470 100 %	62 471 100 %	62 472 100 %	62 473 100 %
Peterborough	45 790 100 %	6 055 13 %	39 730 87 %	1 715 100 %	350 20 %	1 365 80 %	44 075 100 %	5 705 13 %	38 370 87 %
Oshawa	124 160 100 %	13 070 11 %	111 090 89 %	3 155 100 %	410 13 %	2 740 87 %	121 005 100 %	12 655 10 %	108 345 90 %
Toronto	1 864 775 100 %	315 910 17 %	1 548 860 83 %	20 210 100 %	4 270 21 %	15 940 79 %	1 844 565 100 %	311 635 17 %	1 532 920 83 %
Hamilton	270 065 100 %	30 645 11 %	239 425 89 %	6 300 100 %	1 400 22 %	4 900 78 %	263 765 100 %	29 245 11 %	234 525 89 %
St. Catharines-Niagara	154 170 100 %	17 920 12 %	136 245 88 %	4 790 100 %	835 17 %	3 955 83 %	149 385 100 %	17 095 11 %	132 290 89 %
Kitchener-Cambridge-Waterloo	173 930 100 %	17 855 10 %	156 080 90 %	3 500 100 %	510 15 %	2 995 86 %	170 430 100 %	17 345 10 %	153 080 90 %
Brantford	48 600 100 %	6 515 13 %	42 085 87 %	2 475 100 %	725 29 %	1 755 71 %	46 120 100 %	5 790 13 %	40 330 87 %
Guelph	52 370 100 %	5 445 10 %	46 925 90 %	1 190 100 %	200 17 %	990 83 %	51 180 100 %	5 250 10 %	45 935 90 %
London	184 180 100 %	23 710 13 %	160 470 87 %	4 375 100 %	1 075 25 %	3 300 75 %	179 805 100 %	22 635 13 %	157 170 87 %
Windsor	120 370 100 %	13 575 11 %	106 800 89 %	3 500 100 %	665 19 %	2 835 81 %	116 870 100 %	12 910 11 %	103 960 89 %
Barrie	65 440 100 %	9 130 14 %	56 310 86 %	2 230 100 %	455 20 %	1 775 80 %	63 210 100 %	8 675 14 %	54 535 86 %
Grand Sudbury	64 980 100 %	6 480 10 %	58 500 90 %	6 940 100 %	1 040 15 %	5 900 85 %	58 040 100 %	5 440 9 %	52 600 91 %

(suite)

	Tous les ménages privés			Ménages autochtones			Ménages non autochtones		
	Tous les ménages	Ménages ayant des BIL	Ménages sans BIL	Tous les ménages	Ménages ayant des BIL	Ménages sans BIL	Tous les ménages	Ménages ayant des BIL	Ménages sans BIL
Thunder Bay	50 080 100 %	5 265 11 %	44 820 89 %	5 175 100 %	1 170 23 %	4 015 78 %	44 900 100 %	4 090 9 %	40 810 91 %
Winnipeg	278 755 100 %	28 785 10 %	249 975 90 %	34 815 100 %	6 890 20 %	27 925 80 %	243 945 100 %	21 895 9 %	222 050 91 %
Regina	82 145 100 %	9 860 12 %	72 290 88 %	7 950 100 %	2 110 27 %	5 840 73 %	74 195 100 %	7 745 10 %	66 450 90 %
Saskatoon	99 055 100 %	12 295 12 %	86 760 88 %	9 720 100 %	2 405 25 %	7 320 75 %	89 335 100 %	9 895 11 %	79 440 89 %
Calgary	439 640 100 %	44 465 10 %	395 175 90 %	15 890 100 %	2 555 16 %	13 335 84 %	423 750 100 %	41 910 10 %	381 840 90 %
Edmonton	425 155 100 %	48 225 11 %	376 930 89 %	26 715 100 %	5 580 21 %	21 135 79 %	398 435 100 %	42 640 11 %	355 795 89 %
Kelowna	65 970 100 %	8 075 12 %	57 895 88 %	3 465 100 %	775 22 %	2 690 78 %	62 505 100 %	7 295 12 %	55 200 88 %
Abbotsford-Mission	55 270 100 %	7 710 14 %	47 560 86 %	3 020 100 %	565 19 %	2 455 81 %	52 250 100 %	7 145 14 %	45 105 86 %
Vancouver	815 405 100 %	144 720 18 %	670 680 82 %	24 775 100 %	6 740 27 %	18 030 73 %	790 630 100 %	137 985 17 %	652 645 83 %
Victoria	142 305 100 %	20 870 15 %	121 435 85 %	6 330 100 %	1 590 25 %	4 740 75 %	135 980 100 %	19 285 14 %	116 695 86 %
<b>2016</b>									
St. John's	82 690 100 %	9 485 11 %	73 205 89 %	3 575 100 %	395 11 %	3 180 89 %	79 110 100 %	9 085 11 %	70 025 89 %
Halifax	166 155 100 %	22 845 14 %	143 315 86 %	8 690 100 %	1 330 15 %	7 360 85 %	157 460 100 %	21 510 14 %	135 950 86 %
Moncton	60 065 100 %	5 370 9 %	54 690 91 %	2 020 100 %	300 15 %	1 720 85 %	58 045 100 %	5 070 9 %	52 975 91 %
Saint John	51 455 100 %	4 550 9 %	46 905 91 %	1 350 100 %	170 13 %	1 180 87 %	50 105 100 %	4 380 9 %	45 720 91 %
Saguenay	71 260 100 %	3 535 5 %	67 725 95 %	4 160 100 %	195 5 %	3 965 95 %	67 100 100 %	3 340 5 %	63 760 95 %
Québec	353 970 100 %	25 605 7 %	328 365 93 %	6 420 100 %	670 10 %	5 745 89 %	347 550 100 %	24 935 7 %	322 615 93 %
Sherbrooke	93 210 100 %	6 700 7 %	86 510 93 %	1 555 100 %	135 9 %	1 415 91 %	91 655 100 %	6 560 7 %	85 095 93 %
Trois-Rivières	70 875 100 %	4 405 6 %	66 465 94 %	1 385 100 %	175 13 %	1 210 87 %	69 485 100 %	4 230 6 %	65 255 94 %
Montréal	1 667 280 100 %	182 340 11 %	1 484 935 89 %	21 770 100 %	3 145 14 %	18 625 86 %	1 645 510 100 %	179 200 11 %	1 466 310 89 %
Ottawa-Gatineau	516 275 100 %	61 350 12 %	454 925 88 %	22 005 100 %	3 230 15 %	18 770 85 %	494 270 100 %	58 125 12 %	436 150 88 %
Kingston	62 465 100 %	62 466 100 %	62 467 100 %	62 468 100 %	62 469 100 %	62 470 100 %	62 471 100 %	62 472 100 %	62 473 100 %
Peterborough	47 925 100 %	7 225 15 %	40 700 85 %	2 350 100 %	620 26 %	1 735 74 %	45 575 100 %	6 610 15 %	38 965 85 %
Oshawa	135 210 100 %	17 165 13 %	118 055 87 %	4 680 100 %	720 15 %	3 960 85 %	130 535 100 %	16 445 13 %	114 090 87 %
Toronto	2 007 935 100 %	384 275 19 %	1 623 655 81 %	24 645 100 %	5 635 23 %	19 010 77 %	1 983 290 100 %	378 640 19 %	1 604 650 81 %

(suite)

	Tous les ménages privés			Ménages autochtones			Ménages non autochtones		
	Tous les ménages	Ménages ayant des BIL	Ménages sans BIL	Tous les ménages	Ménages ayant des BIL	Ménages sans BIL	Tous les ménages	Ménages ayant des BIL	Ménages sans BIL
Hamilton	283 495 100 %	36 810 13 %	246 685 87 %	7 690 100 %	1 760 23 %	5 925 77 %	275 805 100 %	35 040 13 %	240 760 87 %
St. Catharines-Niagara	162 980 100 %	22 665 14 %	140 315 86 %	6 315 100 %	1 285 20 %	5 035 80 %	156 665 100 %	21 380 14 %	135 285 86 %
Kitchener-Cambridge-Waterloo	193 560 100 %	22 075 11 %	171 485 89 %	4 720 100 %	695 15 %	4 030 85 %	188 835 100 %	21 385 11 %	167 455 89 %
Brantford	50 900 100 %	7 135 14 %	43 770 86 %	3 130 100 %	765 24 %	2 370 76 %	47 770 100 %	6 370 13 %	41 405 87 %
Guelph	57 245 100 %	6 370 11 %	50 875 89 %	1 225 100 %	210 17 %	1 015 83 %	56 015 100 %	6 160 11 %	49 865 89 %
London	197 505 100 %	27 390 14 %	170 115 86 %	6 490 100 %	1 565 24 %	4 925 76 %	191 020 100 %	25 825 14 %	165 195 86 %
Windsor	128 160 100 %	14 985 12 %	113 170 88 %	4 700 100 %	770 16 %	3 925 84 %	123 465 100 %	14 220 12 %	109 245 88 %
Barrie	70 020 100 %	10 100 14 %	59 925 86 %	3 365 100 %	620 18 %	2 745 82 %	66 655 100 %	9 480 14 %	57 180 86 %
Grand Sudbury	68 510 100 %	8 535 12 %	59 975 88 %	8 170 100 %	1 195 15 %	6 980 85 %	60 335 100 %	7 335 12 %	53 000 88 %
Thunder Bay	50 960 100 %	6 200 12 %	44 765 88 %	6 485 100 %	1 570 24 %	4 915 76 %	44 480 100 %	4 625 10 %	39 850 90 %
Winnipeg	295 375 100 %	35 760 12 %	259 620 88 %	41 030 100 %	8 505 21 %	32 525 79 %	254 345 100 %	27 255 11 %	227 095 89 %
Regina	91 820 100 %	12 255 13 %	79 565 87 %	9 145 100 %	2 890 32 %	6 255 68 %	82 680 100 %	9 360 11 %	73 310 89 %
Saskatoon	110 935 100 %	13 140 12 %	97 800 88 %	13 110 100 %	2 950 23 %	10 165 78 %	97 825 100 %	10 190 10 %	87 640 90 %
Calgary	500 365 100 %	56 675 11 %	443 695 89 %	20 250 100 %	3 050 15 %	17 205 85 %	480 115 100 %	53 625 11 %	426 485 89 %
Edmonton	482 600 100 %	59 250 12 %	423 350 88 %	33 890 100 %	6 505 19 %	27 390 81 %	448 705 100 %	52 750 12 %	395 960 88 %
Kelowna	72 890 100 %	7 435 10 %	65 455 90 %	4 845 100 %	840 17 %	4 005 83 %	68 045 100 %	6 590 10 %	61 450 90 %
Abbotsford-Mission	59 245 100 %	7 545 13 %	51 700 87 %	4 135 100 %	860 21 %	3 270 79 %	55 115 100 %	6 685 12 %	48 425 88 %
Vancouver	889 415 100 %	156 810 18 %	732 605 82 %	30 400 100 %	7 595 25 %	22 805 75 %	859 015 100 %	149 215 17 %	709 805 83 %
Victoria	152 975 100 %	21 750 14 %	131 220 86 %	7 935 100 %	1 630 21 %	6 315 80 %	145 035 100 %	20 125 14 %	124 910 86 %

Sources : SCHL et Statistique Canada (tableau C2 sur les besoins impérieux en matière de logement [BIL])







## Texte de remplacement et données pour les figures

**Figure 1 : Ménages autochtones selon la ou les normes non respectées et la présence de besoins impérieux en matière de logement, 2006, 2011 et 2016**

Critères de besoins	En % des ménages autochtones		
	2006	2011	2016
Logement supérieur aux normes	59,7 %	61,0 %	64,6 %
Logement inférieur aux normes	40,3 %	39,0 %	35,4 %
Norme de l'abordabilité	23,9 %	24,1 %	22,6 %
Norme de la taille	10,4 %	8,9 %	7,1 %
Norme de la qualité	14,0 %	13,4 %	11,6 %
Besoins impérieux en matière de logement (BIL)	20,4 %	19,0 %	18,3 %
BIL et norme de l'abordabilité	15,9 %	15,1 %	14,8 %
BIL et norme de la taille	4,7 %	3,9 %	3,2 %
BIL et norme de la qualité	5,6 %	5,2 %	4,4 %

Sources : SCHL et Statistique Canada (tableau C2 sur les BIL)

**Figure 2 : Ménages selon le statut autochtone, le respect des normes de logement et la présence de besoins impérieux en matière de logement (BIL)**

Critères de besoins	En % des ménages autochtones		En % des ménages non autochtones	
	2011	2016	2011	2016
Ménages ayant des BIL	19,0 %	18,3 %	12,2 %	12,4 %
Logement inférieur aux normes mais sans BIL	19,9 %	17,2 %	18,3 %	16,6 %
Logement supérieur aux normes	61,0 %	64,6 %	69,5 %	71,0 %

Sources : SCHL et Statistique Canada (tableau C2 sur les BIL)



**Figure 3 : Part des ménages autochtones ayant des besoins impérieux en matière de logement selon la province, 2011 et 2016**

	2011	2016
Terre-Neuve-et-Labrador	11,7 %	10,8 %
Île-du- Prince- Édouard	17,9 %	13,8 %
Nouvelle-Écosse	15,4 %	14,2 %
Nouveau-Brunswick	15,7 %	14,2 %
Québec	15,2 %	12,8 %
Ontario	18,5 %	19,2 %
Manitoba	19,1 %	19,4 %
Saskatchewan	23,4 %	24,2 %
Alberta	16,9 %	16,1 %
Colombie-Britannique	22,9 %	20,9 %
Yukon	25,6 %	24,3 %
Territoires du Nord-Ouest	23,1 %	21,6 %
Nunavut	46,9 %	44,7 %

Sources : SCHL et Statistique Canada (tableau C2 sur les BIL)

**Figure 4 : Part des ménages ayant des besoins impérieux en matière de logement selon le statut autochtone et la ou les normes non respectées**

Need criteria	Ménages autochtones		Ménages non autochtones	
	2011	2016	2011	2016
Abordabilité seulement	57 %	62 %	74 %	77 %
Taille seulement	8 %	7 %	4 %	4 %
Qualité seulement	10 %	9 %	5 %	4 %
Abordabilité et taille	8 %	6 %	7 %	6 %
Abordabilité et qualité	12 %	11 %	8 %	7 %
Taille et qualité	3 %	3 %	1 %	1 %
Abordabilité, taille et qualité	2 %	2 %	1 %	1 %

Sources : SCHL et Statistique Canada (tableau C1 sur les BIL)

**Figure 5 : Revenu moyen et frais de logement moyens des ménages autochtones selon la présence de besoins impérieux en matière de logement, 2011 et 2016**

Revenu moyen avant impôt des ménages				Frais de logement			
2011		2016		2011		2016	
Ménages ayant des besoins impérieux	Ménages sans besoins impérieux	Ménages ayant des besoins impérieux	Ménages sans besoins impérieux	Ménages ayant des besoins impérieux	Ménages sans besoins impérieux	Ménages ayant des besoins impérieux	Ménages sans besoins impérieux
25 580 \$	85 487 \$	28 729 \$	100 325 \$	803 \$	1 060 \$	917 \$	1 207 \$

Sources : SCHL et Statistique Canada (tableau C2 sur les BIL)

**Figure 6 : Revenu moyen et frais de logement moyens des ménages ayant des besoins impérieux en matière de logement selon le statut autochtone, 2011 et 2016**

Revenu moyen avant impôt des ménages				Frais de logement moyens			
2011		2016		2011		2016	
Ménages autochtones	Ménages non autochtones	Ménages autochtones	Ménages non autochtones	Ménages autochtones	Ménages non autochtones	Ménages autochtones	Ménages non autochtones
25 580 \$	22 653 \$	28 729 \$	26 350 \$	803 \$	878 \$	917 \$	1 019 \$

Sources : SCHL et Statistique Canada (tableau C2 sur les BIL)

**Figure 7 : Rapport frais de logement-revenu (RFLR) moyen selon le statut autochtone et la présence de besoins impérieux en matière de logement, 2011 et 2016**

	2011	2016
Ménages autochtones ayant des BIL	45 %	45 %
Ménages non autochtones ayant des BIL	50 %	49 %
Ménages autochtones sans BIL	18 %	18 %

Sources : SCHL et Statistique Canada (tableau C2 sur les BIL)

**Figure 8 : Intensité médiane des besoins de logement selon le statut autochtone, 2016**

	Ménages autochtones	Ménages non autochtones
Propriétaires avec prêt hypothécaire	2 772 \$	2 648 \$
Propriétaires sans prêt hypothécaire	2 158 \$	1 748 \$
Locataires subventionnés	2 366 \$	1 442 \$
Locataires non subventionnés	3 105 \$	2 604 \$

Sources : SCHL et Statistique Canada (tableau C13 sur les BIL)



**Figure 9 : Part des ménages ayant des besoins impérieux en matière de logement selon le statut autochtone et le mode d'occupation, 2011 et 2016**

	2011	2016
Locataires autochtones	35 %	34 %
Locataires non autochtones	26 %	26 %
Propriétaires autochtones	8 %	7 %
Propriétaires non autochtones	6 %	6 %

Sources : SCHL et Statistique Canada (tableau C2 sur les BIL)

**Figure 10 : Part des ménages ayant des besoins impérieux en matière de logement selon l'identité autochtone, 2016**

	2016
Non autochtones	12 %
Métis	15 %
Tous les ménages autochtones	18 %
Indiens non inscrits	19 %
Indiens inscrits	22 %
Inuits	30 %

Sources : SCHL et Statistique Canada (tableau C1 sur les BIL)

**Figure 11 : Ménages inuits ayant des besoins impérieux en matière de logement selon la norme non respectée, 2016**

	2016
Abordabilité, taille et qualité	1 %
Abordabilité et taille	2 %
Abordabilité et qualité	5 %
Taille et qualité	16 %
Abordabilité seulement	21 %
Qualité seulement	22 %
Taille seulement	33 %

Sources : SCHL et Statistique Canada (tableau C1 sur les BIL)